

Trafic d'organes au Kosovo: l'enquête de Canal+© Capatv

Après la guerre de Bosnie, l'Armée de libération du Kosovo a organisé un vaste trafic d'organes prélevés sur les Serbes. Documentaire, ce soir à 22h20 sur Canal+.

Des fermes qui racontent un passé bucolique, des paysans qui nous rappellent les nôtres d'il y a cinquante ans, des paysages que la modernité n'a pas encore bouleversés. C'est le Kosovo, cette enclave entre l'Albanie et la Serbie, qui fut le théâtre de tant d'atrocités pendant la guerre de Bosnie. La guerre n'y a pas laissé de traces visibles.

Mais un terrible secret se cache derrière cette paix virgilienne. Les atrocités ont continué après la défaite serbe. Des enquêtes révèlent que l'UCK, l'Armée de libération du Kosovo, vers laquelle allait la sympathie des Occidentaux, a monté, en 1999, après la fin de la guerre, un trafic d'organes prélevés sur des civils serbes sommairement exécutés. Une entreprise industrielle. Un film d'horreur. Le silence est revenu au Kosovo. Mais c'est le silence de la peur.

Des victimes devenues bourreaux Les guerres ne finissent pas avec le cessez-le-feu. Elles ont des séquelles, comme les maladies. Le sang appelle le sang, surtout dans les Balkans où des peuples soumis à des empires ambitieux et trop différents pour s'entendre ont été contraints de vivre ensemble. La guerre de Bosnie a suivi un schéma classique : les victimes de la veille sont devenues des bourreaux.

C'est sur les crimes commis par les Serbes contre les Albanais qu'un journaliste américain, Michael Montgomery, vient enquêter au Kosovo après la guerre. Il découvre que 500 civils serbes ont disparu depuis 1998, et que certains ont été enlevés par l'UCK et emmenés de l'autre côté de la frontière, en Albanie, qui a toujours été la base arrière des combattants kosovars. Il apprend qu'ils seraient détenus dans une ferme située dans le village albanais de Burrell. Montgomery s'en approche.

C'est une grande bâtisse jaune. Il entend parler serbe. Il semble y avoir là une dizaine de captifs, dont des femmes. Ce qui l'étonne, c'est qu'ils n'ont pas été abattus ou qu'on ne leur a cassé ni les bras ni les jambes, l'UCK n'ayant pas l'habitude de ménager ses prisonniers. Il se demande quelles peuvent être les raisons de cette clémence. Une seule explication : l'UCK espère en

tirer de l'argent. Mais comment ? Elle n'a pas demandé de rançon.

Montgomery alerte l'ONU, mais, à l'époque, il n'est pas politiquement correct de s'apitoyer sur les Serbes. L'ONU finit par lancer une enquête. Lorsque les observateurs internationaux visitent la ferme, elle a été repeinte en blanc. On avait voulu lui donner la couleur de l'innocence. Mais tout autour, le sol est jonché de matériel médical, boîtes de Tranxène, seringues, blouses d'infirmière. Les propriétaires expliquent qu'un de leurs petits-enfants souffrait de rhumatismes et avait besoin de soins constants. On passe la ferme au luminol, un produit qui devient fluorescent lorsqu'il est mis en contact avec du sang humain.

Et du sang, il y en a partout, sur les meubles, sur les tapis, sur les murs du salon. Le patriarche de la ferme explique, sans convaincre, que sa belle-fille a accouché deux fois dans ce salon. Tout se passe comme si on avait parqué des hommes et des femmes promis à l'abattoir et au dépeçage comme des bêtes, et qu'on les avait sédatés pour qu'ils se tiennent tranquilles.

Elevage humain Un juge suisse, Dick Marty, affirme dans un rapport qu'un vaste trafic d'organes s'était développé au Kosovo et que Pristina, la capitale, en était la plaque tournante. Un rein pouvait valoir jusqu'à 50 000 euros. Les donneurs malgré eux étaient quelquefois conduits à Kukës, en Albanie, dans une usine désaffectée où avaient lieu l'abattage et les prélèvements. Le médecin qui officiait était surnommé à Tirana, le Dr Vautour. Il opérait aussi dans une clinique secrète qui a été rasée depuis. Il y recevait de pauvres hères, des Kazakhs et des Moldaves faméliques venus vendre un de leurs reins. L'UCK pratiquait ainsi une sorte d'élevage humain. En toute impunité.

L'Occident maintenait pourtant 45 000 hommes au Kosovo, chargés d'assurer la sécurité des populations serbe et albanaise. "C'était impossible", reconnaît le colonel Méchain, qui commandait alors cette force d'occupation. "En 1999, il n'y avait plus dans ce pays ni police, ni justice, ni de loi, dit en levant les bras au ciel Bernard Kouchner qui a été haut représentant de l'ONU au Kosovo. Tout était possible, et surtout le pire."

Il y a eu et il continue à y avoir une démission collective de l'Occident devant les crimes de l'UCK que l'État kosovar couvre encore aujourd'hui. Hashim Thaci, Premier ministre du Kosovo, a menacé de révéler les noms des témoins qui se sont confiés au juge Marty. La vieille omerta méditerranéenne fonctionne aussi dans les Balkans.

François Caviglion